

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1577>



Après le 5 décembre, poursuivre

- En lutte -



Date de mise en ligne : vendredi 13 décembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La journée du 5 décembre n'a pas marqué un renforcement du rapport de force face au ministère. Les chiffres de grévistes sont quasi équivalents aux 13 et 14 novembre, journées pour lesquelles le SNUipp-FSU n'appelait pas nationalement. Pour partie, il s'est établi une sorte de « roulement » des participant-es à la grève sur ces dates avec des différences notables de mobilisation selon les départements, des AG très peu suivies (mais cela n'est pas la première fois...) et des manifestations relativement faibles.

Pour autant, il ne s'agit pas d'un échec qui nous placerait dans une position de renoncement quant à la bagarre qu'il faut mener sur l'ensemble de la plateforme, les rythmes, mais également plus largement l'ensemble des conditions de travail et le budget.

L'addition des grévistes sur la séquence mais aussi les rencontres avec la profession comme le sondage du SNUipp-FSU

http://www.snuipp.fr/IMG/pdf/Sondage_Harris.pdf confirment qu'une majorité de collègues restent opposés à la réforme des rythmes Peillon et veulent une amélioration significative de leurs conditions de travail (effectifs, Rased, baisse du temps de travail par la déconnection des temps élèves/enseignants, 3 heures hebdomadaire à disposition des équipes via la suppression des APC, fin du caporalisme et des injonctions...) ainsi qu'une augmentation de leurs salaires.

C'est ce message que le SNUipp-FSU doit continuer d'affirmer dans la période à venir, en particulier face à la contre-offensive menée par le gouvernement et ses alliés.

Concernant les rythmes scolaires, après l'instrumentalisation de la présence du SNUipp au comité de suivi national par sa présidente (elle a déclaré au Sénat que le SNUipp partagerait l'intérêt pour la réforme) et avec la sortie attendue le 20 décembre de son rapport d'étape partiel et très partiel, il est plus que temps de marquer notre désaccord profond en quittant ce comité. Nous devons également continuer à porter le fer contre cette réforme en rassemblant l'ensemble des éléments de bilan issus des départements pour élaborer un contre-rapport illustrant notre exigence de suspension de cette réforme pour en élaborer une toute autre. Ce contre rapport peut être un outil important pour « relancer » la mobilisation sur cette question.

Enfin, dans la continuité du 5 décembre et dans le contexte des opérations de « carte scolaire » qui vont illustrer les insuffisances du budget 2014, il nous faut construire une nouvelle journée de mobilisation, dans le cadre unitaire le plus large possible sur l'ensemble de notre plate-forme. Ce qui a été possible dans beaucoup de départements en novembre et en décembre doit l'être nationalement.